

L'ELOGE DE ROMAIN ROLLAND par André MAUROIS **ou LA BONNE CONSCIENCE DES INTELLECTUELS !**

Dans les NOUVELLES LITTÉRAIRES, André Maurois "paie une dette" en faisant l'éloge de Romain ROLLAND.

Les jeux, l'évasion littéraire sont un luxe que les syndicalistes ouvriers n'ont guère le temps de d'offrir.

Ils mériteraient, cependant, une étude attentive qui permettrait probablement de démystifier certaines réputations de pseudo-révolutionnaires. Peut-être permettrait-elle aussi de troubler le confort intellectuel de certains.

Ainsi le très réactionnaire André Maurois reconnaît le stalinien ROMAIN ROLLAND comme l'un des siens.

A priori cela pourrait choquer,..., et pourtant?

Quand André Maurois écrit:

"Je me souviens encore avec chaleur et netteté de ce qu'ont représenté pour les jeunes hommes de ma génération les premiers livres de Romain Rolland. Nous découvriions en même temps deux maîtres: Charles Péguy et Romain Rolland, l'un s'étant fait l'éditeur de l'autre."

Ou encore, parlant de Bethoven ?

"Quand nous sommes attristés par les misères du monde, il est celui qui vient auprès de nous comme il venait s'asseoir au piano d'une mère en deuil et consolait celle qui pleurait au chant de sa plainte résignée. Et quand la fatigue nous prend de l'éternel combat inutilement livré contre la médiocrité des vices et des vertus, c'est un bien indicible de se retremper dans cet océan de volonté et de foi."

Nous comprenons mieux pourquoi le délicat, le sensible André Maurois finit par s'accommoder des turpitudes du capitalisme et ROMAIN ROLLAND des crimes du stalinisme.

Leur refuge commun est "océan de volonté et de foi" dont parle André Maurois.

Ici nous trouvons l'explication du rôle joué par les "intellectuels" de gauche ou de droite.

Ces gens là ont la narine sensible. Au contraire des syndicalistes qui "purs de toute ambition, prodigue de leurs forces, prêts à payer de leurs personnes sur tous les champs de bataille et, après avoir rossé la police, bafoué l'armée, reprennent impassibles, la besogne syndicale, obscure mais féconde", sont "des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même" (*), - ils préfèrent se réfugier dans leurs églises et, à l'abri des murs épais de "leur foi", justifier, au nom de "l'ordre divin" ou du "sens de l'histoire" les pires saloperies d'une société fondée sur la domination de l'homme sur l'homme.

(*) Fernand PELLOUTIER *Lettre aux anarchistes* 12 décembre 1899.

Libres à eux... Ils appartiennent à un autre monde que le nôtre. Un monde dont nous sommes les victimes et que nous voulons détruire.

Alors qu'ils nous foutent la paix... Ils n'ont pas le droit de prétendre parler au nom de la classe ouvrière pour lui prêcher la résignation.

Qu'ils continuent à se congratuler entre-eux. La classe ouvrière a sa propre intelligence de la réalité des choses. Elle n'a pas besoin d'eux pour l'exprimer.

Elle refuse le service des Maurois, Romain Rolland ou autres . Ils sont des étrangers!

AU PAS CAMARADE ! (suite) *(Dans les Services Publics et de Santé)*

Avant le statut des hospitaliers (1955) le personnel des services de santé réparti dans sept échelles de salaires, se voyait à moins de faute grave, franchir tous les cinq ans un échelon d'ancienneté (trois ans et un échelon au choix, deux ans).

Puis l'administration n'octroya d'échelons au choix que pour les agents ayant une bonne note. Certains chefs de service virent là le moyen de peser sur le personnel et certains agents furent brimés. Néanmoins dans la majorité des cas, les meilleures notes allaient aux agents n'ayant pas atteint le "plafond". La plupart des "anciens" acceptaient cela sans trop de réticence.

L'administration voyant la façon dont le règlement était tourné, octroya des primes basées sur les notes des trois dernières années, et nos camarades qui avaient accepté de voir leur note diminuée au profit des jeunes virent leurs primes bien amenuisées et même totalement supprimées. Certains agents touchèrent 200.000 anciens francs par an, et d'autres, rien.

Le statut de 1955 créait en même temps qu'un nouveau système d'avancement un nouveau système de division.

Outre les échelons que l'on peut par exemple gravir, en quatorze ans si l'on est bien noté, ou en vingt-deux si l'on est mal noté, l'administration "peut" faire passer 20% des agents dans une échelle supérieure.

Aucun syndicat, à ma connaissance, ne s'est élevé contre cet état de choses, et, au contraire les délégués syndicaux essaient d'attirer les agents vers leur syndicat en participant au maximum aux commissions dites paritaires, commissions où en réalité, tout est fait à d'avance par l'administration, leurrant ainsi les agents.

Le statut de 1955 portait en même temps un coup à la stabilité de l'emploi, en introduisant les licenciements de personnel par suppression de l'emploi, insuffisance physique ou professionnelle.

Le mouchardage est à l'honneur plus que jamais et la direction d'un hôpital faisait paraître, il y a quelques mois, une note de service mettant en garde le personnel contre le fait de colporter des bruits tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'établissement, qui pourraient "atteindre le bon renom" du dit établissement. Si des agents avaient connaissance de tels bruits, ils devraient, dans les plus brefs délais, en informer M. le Directeur, M. le Sous-Directeur, M. l'Econome,... ou Mme la Mère Supérieure. La non-dénonciation de tels faits serait considérée comme une faute grave.

Ainsi se vérifie chez les hospitaliers comme dans tous les services publics, étatisés ou non, parallélisme entre les exigences croissantes vis-à-vis des travailleurs, et la soumission accrue des syndicats en marche vers l'intégration.

LA PERSEVERANCE PAIE

Aux Usines de Melle, les syndicats F.O. et C.G.T. ayant mené ensemble la discussion sur les augmentations de salaires, les responsables syndicaux défendaient les consignes des Fédérations Nationales des produits chimiques. La base, malgré tout, tint bon contre cette position. Au cours de l'entrevue avec les patrons, ceux-ci firent remarquer la contradiction des revendications locales avec les positions nationales. Mais devant l'attitude décidée des camarades, finalement, la Direction a accordé 3% d'augmentation, pour tous, mais avec minimum de 0,10 F de l'heure, ce qui équivaut pour les plus mal payés, à 5%. Petit résultat mais dont l'importance n'est pourtant pas négligeable.

"PARADOXALEMENT C'EST LA C.G.T. QUI NE VEUT PAS DE GREVES"

Titre d'un article du journal patronal "L'Entreprise".

Quelques extraits du dit article:

"Des mouvements d'ensemble sont improbables; la C.G.T. n'en veut pas".

"Dans le secteur public, pas de grève sérieuse en vue."

"Or, c'est à propos de mouvements nés au nom du plein emploi et, une fois de plus, de l'emploi sur place, que les mouvements généraux risquent de se produire et de façon inattendue. En effet, il s'agit de grèves non calculées, partant de la base. La masse des Salariés d'une région entière peut décider brusquement de les soutenir et les états-majors seront à ce moment obligés de suivre, car, on va le voir, les états-majors, surtout celui de la C.G.T., ne veulent pas de grèves ... Ils n'ont pas envie pour l'instant de transformer des mouvements sporadiques en mouvements généraux."

"Chez Renault, à Billancourt -début février - les régleurs des tours automatiques avaient décidé une grève illimitée pour obtenir une augmentation des salaires et leur mensualisation; afin de soutenir cette action revendicative, le syndicat CFDT de chez Renault a proposé alors à la CGT de cesser le travail pendant trois heures, dans l'ensemble de l'usine. C'est seulement après longue réflexion que la CGT a accepté cette proposition. En effet, elle aurait préféré de courts débrayages."

LE DANGER SE PRECISE

Les élucubrations des politiciens n'ont qu'une valeur bien relative; néanmoins les militants syndicalistes peuvent y puiser des renseignements ou des indications. Ainsi de Gaulle a apporté, dans sa conférence de presse du 21 février, quelques renseignements à ne pas négliger.

...."le pouvoir d'achat des Français s'est accru, en huit ans, en moyenne de 30%".

Ce 30% représente, en gros, l'accroissement du "produit national" (calculé plus ou moins valablement peut-être, mais admettons le comme acceptable).

Deux remarques s'imposent :

1- Il n'est pas automatique que ce produit national se répartisse uniquement sur l'ensemble des Français, pris en tant que consommateurs; une partie n'est-elle pas réinvestie, c'est-à-dire remise aux mains des capitalistes? Et dès qu'on jette un coup d'oeil sur les bilans des sociétés, on s'aperçoit de l'importance des marges de bénéfices: en 8 ans, elles ont dû progresser de plusieurs fois 30 %, sans doute.

2- La deuxième remarque couvre l'inégalité croissante des revenus. Même les études officielles (I.N.S.E.E.) en font foi: les salaires inférieurs, manoeuvres et ouvriers peu spécialisés, s'accroissent bien peu alors que les cadres et les dirigeants voient leur appointement monter en flèche (mais encore trop peu! dit M. Malterre, le dirigeant de la C.G.C.). Ainsi l'écart se creuse entre les petits salariés et les gros. Toute orientation syndicale qui ne lutte pas prioritairement contre l'accroissement de cette disparité est dangereuse pour les

travailleurs. Elle aboutit fatalement à la catégorisation, donc à la lutte en ordre dispersé, aux échecs, à la démoralisation, à l'acceptation des conditions des dirigeants et des patrons.

Après avoir rappelé que le 5ème plan vise à rendre notre économie compétitive, de Gaulle affirme que toutes les mesures prises le sont dans cette perspective.

Notons cette phrase: ..."un vaste effort d'investissement auquel nous entendons que tous les travailleurs participent"... Est-ce de l'humour? Quand, dans le développement économique, s'est-il produit un des investissements, qui n'étaient pas le fruit du travail? et du travail des ouvriers, essentiellement? Mais les capitalistes les en ont toujours dépossédés.

Et c'est parce qu'une fraction de la bourgeoisie sent que l'heure approche où elle ne pourra plus continuer sans vergogne à s'approprier cette plus-value qu'est née chez elle l'idée de mystifier les travailleurs d'une autre façon s par "l'association capital-travail".

De Gaulle, on le sait, se fait le champion de cette thèse, et il a dit textuellement encore lundi: ..."associer les travailleurs aux plus-values en capital résultant des autofinancements".

Nul doute que, dans les mois à venir, nous allons assister à une nouvelle offensive pour mettre en pratique cette association.

C'est dire le danger que vont courir les organisations syndicales. Appuyée par un grand renfort publicitaire, par les tenants du modernisme, la tentative risque fort de tromper bien des travailleurs. Cet achèvement de l'intégration syndicale signifierait pour longtemps la tranquillité pour les capitalistes et leurs technocrates - et aussi pour le monde ouvrier un nouvel asservissement.

Bibliographie:

Lisez "Ni Dieu ni Maître":

Anthologie historique du mouvement Anarchiste, de Bakounine à la guerre d'Espagne;
Réalisé sous la direction de Daniel Guérin: 1 vol. de 512 p, relié et comprenant un cahier d'iconographie:
39 Francs.
(Editions de Delphes - 25, rue des Boulangers Paris 5è C.C.P. 11 075 - 39).

Extrait de la présentation:

"A travers toute l'Histoire (et toutes les révolutions) court une histoire invisible, parce que brimée, puis dénigrée, calomniée, passée sous silence. Cette histoire, les anarchistes l'ont vécue dès le 19° siècle. Spontanément, vous le verrez, les schémas anarchistes ont collé aux masses".

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'OUEST:

*"Il est nécessaire que la solidarité nationale s'exerce sous l'arbitrage du gouvernement central".
Mendès-France. (cahiers du C.P.O.)*

1- "La solidarité nationale"? - Cela existe, peut exister dans un régime de classes sociales à intérêts opposés?

2- "L'arbitrage du gouvernement central"? - Mais depuis quand le gouvernement central peut-il "arbitrer"? S'il arbitre ce ne peut être qu'au bénéfice de ceux grâce à qui il détient le pouvoir et les concessions faites aux non-privilegiés ne peuvent être faites qu'avec l'accord des privilégiés qui savent lâcher du lest pour faire durer leurs privilèges,

3- Dans une société fédéraliste où le moteur de l'économie sera le besoin et non le profit, où la solidarité nationale et internationale ne sera plus un mythe, l'harmonie économique entre les régions d'un même globe sera ni non facile du moins possible, ce qui ne peut-être dans un régime de concurrence effrénée et impitoyable.

CONCLUSION: M. Mendès-France passe sous silence les vraies causes du déséquilibre économique.

Vous pouvez encore demander les numéros spéciaux de l'Anarcho-Syndicaliste:

Réforme de l'Enseignement: 1 Fr.

Problème Paysan: 3 Fr.

Revue à la disposition des groupes:

- Contre-Courant, - Pouvoir Ouvrier, - Informations et correspondances Ouvrières,
- Lutte de Classes, - Démocratie et Pouvoir Libertaires,
- Noir et Rouge,

et des revues en langue étrangère: Ruta - Direct Action, les demander à:

MORMICHE 71 Rue Champommier 79 - NIORT

Abonnements et réabonnements:

Pour toute correspondance s'adresser à:

Michel GATINEAU
Groupe Scolaire Pasteur
ST FLORENT-les-NIORT 79
C.C.P.: 2493 81 NANTES
Abonnement les 10 numéros: 6 Fr
Abonnement de soutien: 10 Fr

Le dernier numéro aurait dû porter le numéro 54; c'est pourquoi celui-ci est numéroté 55bis.

Nous nous en excusons,.
